**Modèle Avenant au contrat**

**Portant relèvement du traitement indiciaire**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’avenant.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

Avenant au contrat portant relèvement du traitement indiciaire

Conclu entre :

... (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement concerné*) représenté(e) par son *Maire/Président(e)* ; et dûment habilité(e) par délibération du ...[[1]](#footnote-1) *(indiquer l’organe délibérant*) en date du ... ci-après désigné(e) « la collectivité (ou l’établissement) employeur »

et

Monsieur ou Madame … *(Nom, Prénom)*, demeurant … *(adresse)* né(e) le … *(date)*, à … *(Lieu),* ci-après dénommé(e) le co-contractant,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.… *(fondement juridique du contrat)*, L.712-1 et L.713-1,

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation et notamment son article 8,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2023-519 du 28 juin 2023 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l’Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d’hospitalisation,

Vu le contrat à durée *déterminée ou indéterminée* en date du … entre … *(dénomination de la collectivité ou l’établissement)* et *Monsieur ou Madame … (prénom et NOM),* fixant sa rémunération sur la base de l’indice brut ...,

Article 1 :

Le contrat initial en date du … (ou l’article X du contrat initial en date du…) est modifié comme suit :

A compter du 1er juillet 2023, *Monsieur ou Madame … (prénom et NOM)* est rémunéré*(e)* sur la base du traitement fixé à l’indice brut … (IB) – indice majoré … (IM).

Article 2 :

Tous les autres articles demeurent inchangés.

Article 3 :

Les litiges individuels nés à l’occasion de la conclusion, l’exécution ou la rupture peuvent faire l’objet d’un recours auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l’État. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

**Article 4 :**

Le présent avenant est transmis :

* Au représentant de l’Etat dans le département
* Au comptable de la collectivité
* Au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Loiret.

Fait à …,

Le … *(date),* en double exemplaires

Le co-contractant Le Maire *ou le-la Président(e)*,

*Signature Signature*

*Prénom + NOM Prénom + NOM*

1. *Municipal /départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain* [↑](#footnote-ref-1)